

1995 : une année de transition pour l'industrie française d'armement, Entre les mutations doctrinales de 1994 et les choix industriels de 1996

Pour le système français de production d'armement l'année 1994 avait été l'année de la mutation¹ où s'exprimaient publiquement les mutations doctrinales contenues dans le Livre blanc sur la défense et la loi de programmation 1995-2000 conduisant à un profond bouleversement des conditions de fonctionnement du système, en particulier quant à l'objectif nouveau de baisse des coûts des programmes d'armement mais aussi aux alliances industrielles transfrontières.

Si l'on s'en tient au cadre de l'année civile, 1995 aura été finalement une année de prolongation de ces tendances, tant au plan doctrinal, avec la décision de mettre en chantier une nouvelle loi de programmation qu'au plan industriel où peu de restructuration majeures ont eu lieu pendant ces douze mois.

La loi de finances pour 1996, votée en 1995, comporte pour la défense un montant de crédits d'équipement (Titre V) de 88,9 milliards de francs :

(ICI FAIRE UN GRAPHIQUE AVEC LES DONNEES QUI SONT A LA FIN DU TEXTE)

Mais cette baisse des crédits d'équipement est surtout remarquable en ce qu'elle entérine officiellement ce qui jusque-là était voilé par le recours à la notion de "moyens disponibles" (obtenue en rajoutant aux crédits votés des fonds de concours et des reports de crédits). Cette pratique peu orthodoxe budgétairement avait abouti à rendre moins sensible la baisse des crédits d'équipement déjà réelle pour les années 1994 et 1995. Le budget 1996 abandonne ce camouflage et, en ce sens, constitue le premier budget en conformité avec la mutation analysée pour l'année précédente.

Les restructurations de l'année 1995.

Dans le domaine **aéronautique et spatial**, Aérospatiale et DBA (ex DASA) ont créé leurs filiales communes dans les satellites (ESI european satellite industries) et dans les missiles (EMS european missiles system). Le groupe français a en outre regroupé toutes ses activités "laser" (y compris Laserdot) dans sa filiale CILAS.

En courant d'année, AIRBUS et l'italien Alenia ont conclu un projet d'accord conduisant à la création de Airbus Avions Militaires (AMC).

Les activités d'avions civiles (mais qui ne sont guère dissociables du reste de l'activité de l'ensemble de ces groupes) ont vu la naissance de AIR, dans les avions régionaux, par

¹ voir Jean-Paul HEBERT, "1994 : l'année de la mutation pour l'industrie française d'armement", in Patrice BOUVERET et Belkacem ELOMARI, (dir.), *Observatoire des transferts d'armement. Rapport 1995*, Lyon, 1995, 250 pages. (pp.55-70).

fusion de ATR et des activités correspondantes de BAé. L'ensemble devrait représenter un CA de 7 à 8 milliards de francs.

La SNECMA, qui avait l'année précédente fusionné les activités "trains d'atterrissage" de sa filiale Messier-Bugatti avec celles du groupe Dowty, ont étudié la vente du reste de l'activité de Messier-Bugatti au groupe américain BF Goodrich.

Turboméca, le fabricant de moteurs d'hélicoptères, maintenant intégré au groupe Labinal, en proie aux difficultés consécutives au resserrement des marchés militaires, a étudié un rapprochement possible avec l'anglais Rolls-Royce.

Mais l'événement le plus important dans ce secteur a bien été l'annonce en fin d'année par les firmes française Dassault-Aviation et britannique British Aerospace d'un projet de rapprochement de leurs bureaux d'études, ce qui constituait une grande nouveauté, étant donné ce qu'était jusque-là la politique industrielle de la firme française, traditionnellement peu tournée vers les alliances.

Dans le domaine de **l'électronique**, le canadien Northern Telecom qui avait déjà repris 50% du capital de Matra Communication a annoncé qu'il était prêt à reprendre la totalité. De son côté, l'allemand SIEMENS A PRIS 50% du capital de Matra Transport.

La SAGEM a pris le contrôle de Souriau Diagnostic Electronique et, par mouvement d'actions, est devenu le seul opérateur de Sagem-Lucas, qui était auparavant une coentreprise² avec le britannique Lucas. Poursuivant sa politique d'expansion discrète mais efficace, la firme a également participé à l'augmentation de capital du journal Le Monde, mettant ainsi un premier pied dans le secteur de la communication et l'édition, à l'instar de plusieurs autres producteurs de matériel militaire.

La SNECMA a préparé la revente de SPECO, petite filiale américaine acquise trois ans auparavant.

Le groupe Thomson a été autorisé par la commission de Bruxelles à entrer à hauteur de 25% dans la firme espagnole d'électronique INDRA, filiale du groupe public TENEO. Thomson-CSF a également racheté pour 15 millions de livres l'électronique de missiles et l'optronique du groupe anglais Thorn-EMI. Il a en outre créé une coentreprise (THEMA) avec l'anglais GEC-Marconi et l'italien Alenia pour le système de communication intégré des frégates Horizon (programme en coopération France, Grande-Bretagne, Italie). L'alliance existante avec le groupe GEC-Marconi dans les radars (GTAR : GEC Thomson Airborne Radar) a été élargie à l'allemand DASA qui est entré dans le GIE. Enfin, le groupe français a formalisé en début d'année les alliances annoncées à la fin de 1994 dans le domaine des armements terrestres avec DASA, en fusionnant d'une part Thomson-Brandt Armement (TBA) et Wirksystem (DBA) dans TDA (Thomson Dasa Armement) qui représentera 1,2 milliards de francs de chiffre d'affaires, principalement dans les munitions et d'autre part les activités propulsion de missiles de TBA avec Bayern Chemie.

² en anglais Joint-venture.

On peut encore noter qu'en fin d'année Alcatel a revendu les 2% du capital de FIAT qu'elle détenait et que, dans les domaines de fabrications traditionnelles, Les chantiers de l'atlantique ont fait plusieurs propositions en direction de certaines activités de la DCN ou que Renault véhicules industriels et le groupe allemand MAN ont entrepris des coopérations pour réduire leurs coûts de fabrication.

On voit au total que l'année 1995, du point de vue des regroupements industriels a été une année de simple continuation du mouvement acquis, sans événements véritablement majeurs, l'annonce du rapprochement Dassault British Aerospace ayant été, comme on le sait, rapidement rendue caduque par les décisions présidentielles du début de l'année 1996, à supposer que cette annonce n'ait pas été un simple contre-feu préventif à ces décisions.

L'accélération de 1996.

Même si les décisions de l'année 1996 débordent le cadre chronologique de la présente chronique, on ne peut cependant passer sous silence les points principaux qui concernent l'évolution des structures du système français de production d'armement et qui constituent une très notable accélération du processus de mutation en cours.

Outre la réorientation fondamentale que constitue la décision de mettre fin à la conscription et de définir les forces armées principalement en fonction de capacité de projection, le président de la république a lancé plusieurs autres réformes capitales : fusion de Dassault -aviation et de l'aérospatiale, privatisation de Thomson, pour laquelle les offres concurrentes de Matra (Lagardère groupe) et de Alcatel-Alsthom semblent finalement s'orienter en faveur du premier nommé, constituant ainsi un groupe à l'anglaise (type British Aerospace ou GEC) plutôt qu'à l'allemande (conglomérat type Daimler-Benz), réforme de la DGA (la deuxième en dix-huit mois) dont le nouveau délégué n'est pas issu du corps des ingénieurs de l'armement avec mission de contribuer à une réduction des coûts des programmes d'armement de 30 % d'ici la fin de la programmation (2002), réorganisation de la direction des constructions navales et "réflexion" sur l'avenir de GIAT Industries : ces décisions sont cohérentes avec les perspectives avancées dans la loi de programmation 1997-2002 et qui visent à constituer quatre grands pôles dans le domaine militaire : un pôle aéronautique (Aérospatiale-Dassault), un pôle électronique (Thomson-matra), un pôle nucléaire (CEA et technicatome), un pôle électromécanique (terrestre et naval). La mise sur pieds de ces quatre pôles étant conçue comme devant accélérer les rapprochement européens nécessaires pour faire face à la concurrence américaine dans ces secteurs.

Du coup c'est l'ensemble de l'équilibre du système français de production d'armement qui est en train de basculer, d'abord avec la généralisation du statut privé :

| | |
|---------------------|--|
| | 1986-1996 |
| | Changement de statut public privé |
| Aérospatiale | Inscrit sur la liste des entreprises privatisables en 1993 |

| | |
|---|---|
| Alcatel Alsthom | ex CGE privatisée en 1986 |
| Angénieux | privatisable (groupe Thomson) |
| Brandt armement | (groupe Thomson). en voie de privatisation |
| CELERG | privatisable (groupe Aérospatiale) |
| Chantiers de l'atlantique | groupe Alcatel Alsthom (ex-CGE) privatisé. |
| CILAS | privatisable (groupe Aérospatiale) |
| COFACE | privatisée de fait par suite de la privatisation de l'UAP en 1994 |
| COGEMA | a ouvert son capital à Total (10,8%) en 1993 et en 1994 le CEA veut poursuivre cette ouverture |
| Crédit Lyonnais | privatisée |
| Creusot-Loire | privatisé (groupe Usinor-Sacilor) |
| Crouzet | privatisable indirectement (Sextant avionique, groupe Thomson) |
| Dassault Aviation | L'Etat est théoriquement majoritaire en voix. Mais la décision de 1996 de fusionner la société avec l'Aérospatiale prélude à une privatisation de l'ensemble. |
| DCN | la séparation des activités prélude sans doute à des changements de statuts. |
| EAS | privatisable indirectement (Sextant avionique, groupe Thomson) |
| Eurocopter groupe | privatisable indirectement (Groupe Aérospatiale) |
| Framatome | (en 1996) prise de contrôle prévue par GEC-Alsthom qui reviendrait à une privatisation. |
| GIAT Industries | en 1990, les arsenaux terrestres sont reversés à une société nationale |
| Hispano Suiza | privatisable (Groupe Snecma) |
| Lagardère groupe (ex Matra-Hachette) | privatisée en 1986 |
| Matra défense | groupe Matra (puis Lagardère groupe), privatisé |
| Messier Bugatti | privatisable (Groupe Snecma) |
| Messier-Dowty | privatisable (Groupe Snecma) |
| RVI (groupe) | Groupe Renault, privatisé. |
| Sextant avionique (groupe) | privatisable indirectement (groupe Thomson) |
| SFENA | privatisable indirectement (Sextant avionique, groupe Thomson) |
| SNECMA | inscrit sur la liste des sociétés privatisables en 1993 |
| Socata | privatisable indirectement (Groupe Aérospatiale) |
| Sochata | privatisable (Groupe Snecma) |
| SOGERMA-SOCEA | privatisable indirectement (Groupe Aérospatiale) |
| Souriau | devenu filiale de Framatome. En voie de privatisation. |
| TDA (Thomson Dasa armement) | privatisable indirectement (groupe Thomson) |
| Thomson SA (consolidé) | en cours de privatisation (1996) |
| Thomson shorts systèmes | privatisable indirectement (groupe Thomson) |
| Thomson-CSF | en cours de privatisation (1996) |
| TRT | privatisable indirectement (groupe Thomson) |

A ces changements de statut, s'ajoutent les modifications dans les contrôles des sociétés :

| | 1986-1996 changements de contrôle |
|------------------------|--|
| ABG-Semca | passé sous le contrôle de la firme allemande Liebherr Aero Technik |
| Aérospatiale | doit fusionner avec Dassault-Aviation (1996). Les parités entre les deux groupes ne sont pas encore définies |
| Alkan | Faillite. Rachetée par Matra (1996) |
| Angénieux | passé sous le contrôle de Thomson |
| Brandt armement | fusionné avec les activités armements terrestres de DBA (ex-DASA) et devenu TDA (Thomson Dasa armement) |
| Centrair | dépôt de bilan en 1988 |

| | |
|---|--|
| CILAS | en 1989, cette filiale d'Alcatel spécialisée dans les lasers est cédée à l'Aérospatiale qui reprend également le laboratoire de Marcoussis et regroupe en un pôle unique l'ensemble des activités lasers en France. |
| CMN | en 1987, passe sous le contrôle de la compagnie de Rosario, puis arrivée de capitaux de pays du Golfe. |
| Cogepag | en 1994, la société de conseil (Cofras, Nafco, etc..) devient Défense conseil international et augmente son capital. |
| Compagnie des signaux | stratégie de croissance externe (rachat ou prise de contrôle de différents petites sociétés SECRE, VERILOG, RCE, AVELEC, France-Bornes |
| Crédit Lyonnais | Après le plan de sauvetage prévoit de céder ses participations industrielles : Aérospatiale (20%), Framatome (5%) et Lagardère groupe (8,3%) |
| Creusot-Loire | la division CLI est passée sous le contrôle de GIAT Industries |
| Crouzet | fondue dans Sextant Avionique (d'abord sous contrôle paritaire Aérospatiale / Thomson, puis contrôle Thomson (2/3) |
| Dassault Aviation | doit fusionner avec Aérospatiale |
| EAS | fusionnée dans Sextant Avionique |
| Eurocopter groupe | résulte de la fusion des activités hélicoptères de l'Aérospatiale et de DBA (ex-DASA) |
| Hurel-Dubois | (1996) l'actionnaire Navigation mixte cherche des alliances ou un repreneur |
| Labinal | Le groupe a pris successivement le contrôle de Turboméca, Microturbo et Technofan. |
| Lagardère groupe (ex Matra-Hachette) | nombreux changements d'organigramme et de périmètre. Proposition de reprise de Thomson, en 1996. |
| Luchaire | Le groupe subit en 1987 une OPA de EBF, mais après de mauvais résultats économiques, ce qui reste du groupe dans le domaine de l'armement est racheté par GIAT Industries |
| Manurhin | après de mauvais résultats économiques, Matra qui avait pris le contrôle de Manurhin cède ce qui reste du groupe dans le domaine de l'armement à GIAT Industries |
| Microturbo | passé sous le contrôle de Labinal |
| Ratier-Figeac | la société (filiale de EBF) est depuis 1994 l'objet d'une proposition de reprise par le groupe américain United Technologies. |
| Sagem | En 1994, le groupe Suez est entré pour 20% au capital de la holding de tête du groupe. |
| SEP | L'Aérospatiale et la SEP (actionnaires publics historiques) sont sortis du capital en 1994, cédant la place à des institutionnels, non impliqués dans l'activité armement. |
| Sextant avionique (groupe) | d'abord contrôlé paritaire par Aérospatiale et Thomson puis passe sous le contrôle de Thomson (2/3 du capital) |
| SFENA | fusionnée dans Sextant Avionique |
| SFIM | A partir de 1987, Framatome d'une part et la Navigation mixte d'autre part entrent au capital. Ils contrôlent maintenant les trois quarts de la société. La SFIM a été transformée en une simple société holding, contrôlant un ensemble de filiales spécialisées. |
| SNECMA | tentatives d'ouvertures du capital |
| Sopelem | passé sous le contrôle de la SFIM |
| Souriau | rachetée par Framatome et fondue dans Framatome Connectors. |
| TDA (Thomson Dasa armement) | regroupement des activités armement terrestre de Thomson-CSF (Thomson Brandt Armement) et de DASA |
| Technofan | passé sous le contrôle de Labinal en 1989. |
| TRT | filiale de Philips, rachetée par Thomson |
| Turboméca | Intégré au groupe Labinal à partir de 1987. |

Enfin, dans la plupart des firmes majeures du système français de production d'armement ont eu lieu dans les dix dernières années des changements d'organisation interne (filialisations, regroupements d'activités, etc.) qui contribuent encore plus à modifier le visage traditionnel du système :

| | changements significatifs d'organisation interne |
|-----------------------------------|---|
| Aérospatiale | la quasi totalité des activités a été filialisée : les avions civils dans Airbus d'une part et dans AI(R) (ex ATR) d'autre part. Les hélicoptères dans Eurocopter (Avec DBA (ex-DASA). Les missiles et les satellites dans EMS et ESI (avec DBA encore). La propulsion dans CELERG (1992) conjointement avec la SNPE. le groupe s'est désengagé de la SEP et a regroupé l'ensemble de ses filiales de maintenance dans un pôle unique (SOGERMA) |
| Airbus avions militaires | création préparée en 1996 par accord entre Airbus et l'italien Alenia. |
| Alcatel Alsthom | en 1994, a réorganisé ses activités télécommunication pour regrouper en une seule branche les spécialités espace et défense. |
| Cap Gemini Sogeti | en 1996, réorganisation du capital faisant entrer Daimler-Benz au conseil de surveillance |
| CEA Industrie | Le rôle de CEA Industrie oscille suivant les périodes entres un rôle de fédérateur et d'opérateur industriel réel ou celui d'un simple porteur de participations. |
| CELERG | créée en 1992 par l'Aérospatiale et la SNPE |
| Dassault Electronique | a filialisé une partie de ses activités (Dassault Automatismes) |
| DCN | séparation des taches entre taches industrielles (DCN Ingénierie) et taches étatiques. Création de DCN International (pour l'exportation) |
| Matra défense | les activités défense de Matra sont filialisées. En 1994 Matra défense cède ses activités optronique à la SFIM. |
| Matra Marconi Space | Coentreprise (JV) franco britannique dans le domaine spatial |
| Messier Bugatti | cède ses activités trains d'atterrissage à une nouvelle société. |
| Messier-Dowty | Filiale commune Snecma et Dowty dans le domaine des trains d'atterrissage, créée en 1994. |
| RVI (groupe) | cherche à opérer un partage du travail et des regroupements dans le domaine des blindés à roues avec GIAT Industries et Panhard-Levassor |
| SAT | en 1996, la division militaire "optronique et défense" passe à la SAGEM dans un pôle militaire unique pour le groupe |
| Sextant avionique (groupe) | résulte de la fusion de Crouzet, SFENA, EAS (filiales Aérospatiale) et de la division avionique générale de Thomson-CSF |
| SILEC | en 1996, fondue dans la SAT (fusion absorption) |
| SNECMA | A partir de 1994, les activités sont présentées comme celles du "groupe Snecma" et non plus seulement de la société |
| SNPE | Comme pour la Snecma, les activités sont maintenant présentées comme celles du "groupe " et non plus seulement de la société et les activités "défense-espace" ont été regroupées dans une division particulière. |
| SOGERMA-SOCEA | regroupement de l'ensemble des activités de maintenance de différentes filiales historiques de l'Aérospatiale |
| Thomson shorts systèmes | coentreprise |

C'est ce tissu industriel déjà modifié par de profonds mouvements dans la période précédente que les choix majeurs de l'année en cours vont transformer plus substantiellement encore en l'engageant dans la voie d'une européanisation qui apparaît comme la seule issue possible.

Jean-Paul HEBERT

Ecole des hautes études en sciences sociales (Groupe de sociologie de la défense).

Données pour le graphique du début

| Montants des crédits d'équipement (budget voté) | |
|--|--|
| années | montant en millions de francs courants |
| 1985 | 71.7 |
| 1986 | 75.7 |
| 1987 | 85.8 |
| 1988 | 90.8 |
| 1989 | 98 |
| 1990 | 102.1 |
| 1991 | 103.1 |
| 1992 | 102.9 |
| 1993 | 102.9 |
| 1994 | 94.9 |
| 1995 | 94.9 |
| 1996 | 88.9 |